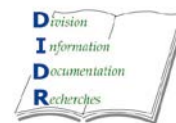


Kosovo



23 mai 2018



La Police militaire de l'Armée de Libération du Kosovo

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Résumé :

Création de la Police militaire de l'UCK entre mai et juillet 1998 dans le but de maintenir la discipline dans les rangs de l'UCK et d'arrêter les personnes soupçonnées de collaboration avec le régime serbe ; structure et commandement ; coopération entre la Police militaire et les forces internationales de l'OTAN après la fin du conflit et intégration au sein des nouvelles structures kosovares ; accusations nombreuses de crimes de guerre portées à l'encontre de la Police militaire et de ses commandants, notamment dans les lieux de détention entretenus par l'UCK dans le nord de l'Albanie ; accusations d'implication dans des violences à l'encontre des minorités ethniques et d'Albanais accusés de collaboration et dans des extorsions et expropriations après la guerre.

Abstract:

Foundation of KLA's Military Police between May and July 1998 with the objective of maintaining discipline in the ranks of the KLA and to arrest individuals suspected of collaboration with the Serbian regime ; structure and command ; cooperation between the Military Police and NATO's international forces at the end of the conflict and integration into Kosovo's newly-founded institutions ; numerous charges of war crimes against the Military Police and its commanders, especially in the detention centers used by the KLA in Northern Albania ; accusations of involvement in violence against ethnic minorities and Albanians charged with collaboration and in extortions and expropriations after the war.

Table des matières

1. Informations générales sur la Police militaire de l'Armée de Libération du Kosovo	3
1.1. Création, missions et structures de la Police militaire	3
1.2. Evolution de la Police militaire après la fin de la guerre	5
2. Accusations contre la Police militaire de l'Armée de Libération du Kosovo.....	5
2.1. Accusations de crimes de guerre	5
2.2. Accusations de crimes commis après la guerre.....	8
Bibliographie.....	10

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Informations générales sur la Police militaire de l'Armée de Libération du Kosovo

1.1. Création, missions et structures de la Police militaire

La date et les circonstances exactes de la création de la Police militaire (*Policia ushtarake*/PU) de l'Armée de Libération du Kosovo (*Ushtria Çlirimtare e Kosovës*/UCK) sont peu claires. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), qui se penche longuement sur cette question dans ses jugements concernant Fatmir Limaj, Haradin Bala et Isak Musliu en novembre 2005¹, puis Ramush Haradinaj, Idriz Balaj et Lahi Brahimaj en novembre 2012², souligne ainsi que « *les éléments de preuve relatifs à la date de création de la police militaire reflètent les incohérences qui ont à l'évidence marqué tous les aspects du développement structurel de [l'UCK]* »^{3,4}.

Si l'on en croit les conclusions du TPIY, les premières mentions connues de la PU datent de mai 1998⁵. Le 13 mai 1998, un « Programme de police militaire », signé du major-général Shaban Shala et prévu pour entrer en vigueur une semaine plus tard, est publié à l'intention du commandant de la zone de Drenica, Sylejman Selimi⁶. Ce dernier, appelé à témoigner lors du procès de Fatmir Limaj, affirme cependant n'avoir commencé à mettre en place les unités de la PU qu'en juillet 1998, tandis que d'autres témoins évoquent les dates de juin ou d'août 1998⁷. Il semble toutefois que chaque zone opérationnelle (*Zona operative*/ZO) de l'UCK, au nombre de sept, ait été en charge de la création de sa propre PU. Le jugement du TPIY dans l'affaire *Procureur c/ Ramush Haradinaj, Idriz Balaj et Lahi Brahimaj* se concentre ainsi sur la mise en place des unités de la PU dans la ZO de Dukagjin, décidée lors de réunions de l'Etat-major local entre le 21 juin et le 25 juillet 1998⁸.

Plusieurs textes régissent le fonctionnement de la PU, sans qu'il soit possible de savoir dans quelle mesure ils sont réellement appliqués sur le terrain ni si les missions et la structure de ces unités sont identiques d'une ZO à l'autre⁹. Le TPIY cite, outre le « Programme de police militaire » du 13 mai 1998, le chapitre 8 du « Règlement interne de l'UCK », entièrement consacré à la police militaire, et le « Règlement de la police militaire » adopté le 21 juin 1998 lors d'une réunion de l'état-major de la ZO de Dukagjin¹⁰.

Selon ces documents, la mission première de la PU est de maintenir la discipline au sein des unités de l'UCK, de contrôler les déplacements des soldats, de sanctionner ceux d'entre eux qui feraient preuve de désobéissance, de contrôler les personnes qui entrent et sortent des villages et, dans les zones d'opérations militaires, de s'assurer que la population a fui les villages¹¹. Le « Règlement de la police militaire » adopté le 21 juin

¹ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, *Le Procureur c/ Fatmir Limaj, Haradin Bala, Isak Musliu. Jugement*, 30/11/2005

² Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, *Le Procureur c/ Ramush Haradinaj, Idriz Balaj, Lahi Brahimaj. Jugement public avec annexe confidentielle*, 29/11/2012

³ Le TPIY utilise pour désigner l'Armée de Libération du Kosovo le sigle français « ALK ». Le sigle albanais « UCK » étant plus souvent utilisé en français et afin d'éviter les confusions, le sigle français sera remplacé dans cette note par le sigle albanais.

⁴ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 30/11/2005

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 30/11/2005 ; Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 29/11/2012

⁸ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 29/11/2012

⁹ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 30/11/2005 ; Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 29/11/2012

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 30/11/2005 ; Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 29/11/2012 ; *Balkan Transitional Justice*, KLA Ran Torture Camps in Albania, 09/04/2009

1998 ajoute qu'elle a pour mission de « *rechercher et identifier, preuve à l'appui, toutes les personnes qui collaborent de quelque manière que ce soit avec l'ennemi* » et de « *prendre des mesures contre tous ceux qui œuvrent contre [l'UCK]* »¹².

D'après les informations disponibles dans les jugements du TPIY, il semble que la PU ait disposé d'un commandant et d'un commandant-adjoint dans chaque zone opérationnelle¹³.

Les sources publiques confirment également l'existence d'un « *Directoire de la Police militaire* »¹⁴, dont la date de création et les fonctions ont toutefois fait l'objet de déclarations contradictoires ou vagues de la part des témoins interrogés en janvier 2018 par le Tribunal de Gjakova/Djakovica dans le cadre d'un nouveau procès pour crimes de guerre engagé contre Fatmir Limaj¹⁵. Ce dernier, qui était à la tête de la brigade 121 de l'UCK dans la ZO de Pashtrik, est nommé en novembre 1998 Directeur de la Police militaire¹⁶, fonction qu'il gardera jusqu'à une date indéterminée.

Par ailleurs, si la presse anglo-saxonne a parfois considéré le commandant Sabit Geci comme ayant été « *à la tête de la police militaire de l'UCK* »¹⁷, aucune autre source ne permet de confirmer cette information. Un rapport d'International Crisis Group (ICG) daté de mars 2000 qualifie de « *commandant de la PU* » Rexhep Selimi¹⁸, lequel est toutefois présenté comme « *commandant de la PU dans la région de Drenica* » dans un travail universitaire autrichien¹⁹.

Selon un ancien combattant de l'UCK interviewé par le site d'informations en ligne *Balkan Transitional Justice*, les unités de la PU étaient fortement présentes en Albanie, où elles maintenaient des cellules de détention à Babine, un centre logistique près de Tropoja, un camp d'entraînement à Burrel et une base militaire à Durrës²⁰. Les procédures judiciaires engagées par le TPIY et Eulex (Mission « *Etat de droit* » de l'Union européenne au Kosovo) contre des commandants de l'UCK (cf. *infra*) ont également permis d'établir la présence dans les centres de détention de Kukës et de Cahan de membres de la PU²¹, qui se distinguent par leurs uniformes noirs parfois ornés de l'insigne « *PU* »²².

¹² Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 29/11/2012 ; *Balkan Transitional Justice*, 09/04/2009

¹³ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 29/11/2012 ; Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 30/11/2005

¹⁴ Nations Unies, *Report of the Secretary-General Prepared pursuant to Resolutions 1160 (1998), 1199 (1998) and 1203 (1998)*, UN Doc. S/1998/1221, 24/12/1998, dans KRIEGER Heike, *The Kosovo Conflict and International Law. An Analytical Documentation 1974-1999*, Cambridge University Press, 2001 ; *Balkan Transitional Justice*, Ex-KLA Officials Deny Knowing of 1998 Killings, 17/01/2018 ; *Kallxo*, Drejtësia në Kosovë : Si u Vra Ramiz Hoxha nga Bellanica ?, 04/11/2016 ; *Balkan Transitional Justice*, Kosovo MP Fatmir Limaj's War Crimes Trial Opens, 13/01/2018 ; *Lajmi.net*, Rexhep Selimi dëshmon për komunikatën e UÇK-së në gjykimin për krime lufte ndaj Fatmir Limajt, 15/01/2018

¹⁵ *Balkan Transitional Justice*, 17/01/2018 ; *Lajmi.net*, 15/01/2018

¹⁶ *Balkan Transitional Justice*, 13/01/2018 ; *Lajmi.net*, 15/01/2018

¹⁷ *The New Yorker*, Bring Up the Bodies, 06/05/2013 ; *News.com.au*, EU charges former Kosovo rebels with war crimes, 08/01/2011

¹⁸ International Crisis Group, *What happened to the KLA ?*, 03/03/2000

¹⁹ MAYERHOFER Michael, *From Combatants to Cops : The Integration of Kosovo Liberation Army Veterans into the Kosovo Police and its Impact on Police Performance*, MA, Sciences politiques, Université de Vienne (Autriche), Sarajevo, 2013

²⁰ *Balkan Transitional Justice*, 09/04/2009

²¹ *Balkan Transitional Justice*, 09/04/2009 ; *The New Yorker*, 06/05/2013 ; *Le Courrier des Balkans*, Kosovo : lourdes peines de prison pour les anciens chefs des camps de l'UÇK, 01/08/2011 ; *Koha Ditore [article traduit et diffusé par le Courrier des Balkans]*, Kosovo : dans l'horreur des camps de l'UÇK, 07/02/2011 ; *News.com.au*, 08/01/2011

²² Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 30/11/2005 ; JANSSENS Jelle, *State-building in Kosovo : A plural policing perspective*, Maklu Publishers, 09/02/2015 ; Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 29/11/2012

1.2. Evolution de la Police militaire après la fin de la guerre

Dès la fin du conflit à la mi-juin 1999, les hommes de la PU entrent en coopération avec les forces internationales qui viennent de mettre pied sur le territoire du Kosovo²³. Un article du *Washington Times* publié en août 1999 indique ainsi que « le colonel [britannique] Fordham a dit que ses hommes partageaient parfois des informations avec la soi-disant « police militaire » de l'UCK et les « officiers des affaires civiles » tandis qu'ils essaient de résoudre une vague de meurtres et de cambriolages, la plupart dirigées contre la minorité serbe »²⁴.

Le 20 septembre 1999, en conformité avec un document intitulé « *Undertaking of Demilitarization and Transformation by the UCK* » (« *Engagement de démilitarisation et de transformation par l'UCK* »), l'ensemble des combattants de l'UCK sont démobilisés²⁵. Toutefois, en dépit des tentatives de démantèlement, deux branches de l'UCK restent encore opérationnelles au moins jusqu'en mars 2000 : les services de renseignements (*Shërbimi informativ i Kosovës/SHIK*) et la PU²⁶. Aucune information relative à la continuation de leurs activités après cette date n'a pu être trouvée dans les sources publiques consultées en français, anglais, serbe et albanais.

L'incapacité de la communauté internationale à désarmer les hommes de la PU la conduit à adopter une attitude conciliante à leur égard et à les intégrer au sein des nouvelles institutions kosovares. Ainsi, le rapport *What happened to the KLA ?*, publié par ICG en mars 2000, constate que les cinq stations de la PU à Pristina sont transformées en « gardes de quartier » (en anglais « *neighbourhood watch* »), sans « fonction exécutive » dont les membres doivent intégrer le KPS (*Kosovo Police Service*) nouvellement mis en place²⁷. D'autres sources évoquent leur intégration au sein des forces du ministère de l'Ordre public (*Ministria e Rendit Publik/MPR*), placé sous l'autorité du commandant Rexhep Selimi²⁸, au sein du KPC (*Kosovo Protection Corps*)²⁹ ou encore d'organisations criminelles³⁰ (cf. *infra*).

2. Accusations contre la Police militaire de l'Armée de Libération du Kosovo

2.1. Accusations de crimes de guerre

Début novembre 1998, le « Directoire de la Police militaire de l'UCK » publie dans le journal *Zëri i Kosovës* un communiqué (cf. image *infra*) affirmant que deux activistes de la LDK (*Lidhja Demokratike e Kosovës/Ligue démocratique du Kosovo*) viennent d'être « arrêtés » à Malishevo/Mališevo pour avoir « préconisé de rendre les armes aux autorités serbes » et qu'ils sont « soumis à des interrogatoires »³¹. Le même

²³ *The Christian Science Monitor*, Kosovo's rebel army: Will it disarm?, 18/06/1999 ; *Washington Times*, UN Backs Away From US : Made Deal With KLA, 20/08/1999

²⁴ *Washington Times*, 20/08/1999

²⁵ JANSSENS Jelle, 09/02/2015 ; MAYERHOFER Michael, 2013 ; The Danish Immigration Service, *Report on roving attaché mission to Kosovo 11 to 15 December 2000*, s. d.

²⁶ JANSSENS Jelle, 09/02/2015 ; KING Iain & MASON Whit, 01/09/2006 ; MAYERHOFER Michael, 2013 ; International Crisis Group, 03/03/2000

²⁷ International Crisis Group, 03/03/2000

²⁸ MAYERHOFER Michael, Sarajevo, 2013

²⁹ The Danish Immigration Service, s. d.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Nations Unies, 24/12/1998 ; *Kallxo*, 04/11/2016

communiqué informe de l'exécution de deux autres individus et de l'arrestation prévue d'un membre de la présidence de la LDK, Agim Krasniqi³².

La double exécution mentionnée par le communiqué du « Directoire de la Police militaire de l'UCK » est abordée lors du procès de Fatmir Limaj devant le Tribunal de Gjakova/Djakovica en janvier 2018³³. Selon les déclarations des témoins entendus lors des audiences, Ramiz Hoxha, originaire de Bellanica, et Selman Binishi/Biniqi, originaire de Banja, sont enlevés le 2 octobre 1998 près d'une mosquée à Bellanica par des « personnes portant des masques et des vêtements noirs ». Ils sont exécutés pour « collaboration avec le régime serbe », près du village de Kravasari, à 4km de Bellanica³⁴. Fatmir Limaj, nommé Directeur de la PU environ un mois après leur décès, au moment de la publication du communiqué, est acquitté en mars 2018, les juges ayant estimé les preuves insuffisantes à établir sa responsabilité dans le double meurtre³⁵.

Le Livre blanc de l'Agence de renseignements serbes (*Bezbednosno-informativna Agencija/BIA*) paru en septembre 2003, dont les informations factuelles sont considérées, malgré son lexique manifestement biaisé, comme globalement crédibles et « cohérentes avec les autres sources » par la chercheuse bulgare Lyubov Grigorova Mincheva³⁶, mentionne à plusieurs reprises la Police militaire de l'UCK³⁷. Selon ce document, un certain Bajram Bega, commandant d'une unité spéciale de la PU dans le village de Jezerce de la municipalité de Ferizaj/Uroševac, serait ainsi responsable, avec les membres de son groupe Nazmi Lumni, Ekrem Ballillaj, Guta Hisni et Misret Kalenica, de toute une série de crimes commis par la PU sur le territoire de la ZO de Nerodime/Nerodimlje : plus de 29 « attaques terroristes »³⁸, 22 meurtres, 27 enlèvements, 15 emprisonnements illégaux et l'expulsion de la « population locale » du territoire de Ferizaj/Uroševac. Il serait également responsable de la mise en place de huit centres de détention dans sa zone d'opérations³⁹.

Parmi les individus accusés de crimes de guerre par le Livre blanc de la BIA se trouve également Latif Gashi, alias « Lata » ou « Fati », commandant de l'unité de la PU et des services de renseignements dans la ZO de Llap/Lab⁴⁰. Selon la BIA, dont les données sont confirmées par les informations disponibles sur le site de l'ONG Trial⁴¹, Latif Gashi est, en tant que commandant de la PU, « chargé de donner l'ordre d'enlever et de liquider les Albanais loyaux à la République de Serbie ainsi que d'un large nombre de Serbes »⁴². L'un de ses hommes, Avni Berisha, alias « Tarkan », est ainsi accusé d'avoir, sur ses ordres, exécuté quatre Albanais de la municipalité de Podujevo⁴³.

Le 29 janvier 2002, Latif Gashi est arrêté par la KFOR (Forces pour le Kosovo) et la MINUK (Mission des Nations unies au Kosovo) et condamné le 16 juillet 2003 par le Tribunal international de Pristina à dix ans de réclusion pour les crimes de guerre commis dans les régions de Podujevo et de Pristina⁴⁴, notamment le meurtre au camp de

³² *Ibid.*

³³ *Balkan Transitional Justice*, 17/01/2018 ; *Kallxo*, 04/11/2016 ; *Lajmi.net*, 15/01/2018 ; *Balkan Transitional Justice*, 13/01/2018 ; *Prishtina Insight*, Kosovo court acquits Fatmir Limja of war crimes charges, 09/03/2018

³⁴ *Balkan Transitional Justice*, 17/01/2018 ; *Kallxo*, 04/11/2016

³⁵ *Prishtina Insight*, 09/03/2018

³⁶ GRIGOROVA MINCHEVA Lyubov, *Crime-Terror Alliances and the State : Ethnonationalist and Islamist Challenges to Regional Security*, Routledge, 14/12/2013

³⁷ Kosovo.net, *Albanian terrorism and organized crime in Kosovo and Metohija. BIA (Security Information Agency), Belgrade, September 2003*, s. d.

³⁸ Comme le souligne Lyubov Grigorova Mincheva, les autorités serbes étiquettent toute activité politique ou militaire kosovare de « terroriste ».

³⁹ Kosovo.net, s. d.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ TRIAL, *Latif Gashi*, 12/04/2016

⁴² Kosovo.net, s. d.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ TRIAL, 12/04/2016 ; Kosovo.net, s. d.

Llapashtica de cinq Albanais accusés de collaboration⁴⁵. Le verdict est annulé par la Cour suprême du Kosovo en 2005 mais, en 2008, le procureur d'Eulex l'inculpe à nouveau de détention illégale, mauvais traitements et tortures sur des Albanais durant le conflit. Le 2 octobre 2009, il est condamné à six ans de réclusion, condamnation qui sera cette fois confirmée par la Cour suprême⁴⁶.

En septembre 2006, un ancien membre du groupe de « Cipat » de la PU de l'UCK, Anton Lekaj alias « Pindjo » alias « Balt », est condamné à 13 ans de réclusion pour torture, traitements inhumains ou dégradants, viol sur mineure et meurtre d'un individu par la Chambre spéciale pour les crimes de guerre de Belgrade⁴⁷. Il est accusé d'avoir, avec d'autres hommes de son unité, enlevé treize civils d'origine rom et de les avoir détenus du 12 au 15 juin 1999 dans les locaux d'un hôtel de Gjakova/Djakovica, où ils ont été battus, torturés, abusés sexuellement et certains d'entre eux tués⁴⁸.

En juillet 2011, un ancien commandant de la PU, Sabit Geci, est reconnu coupable de crimes de guerre, plus particulièrement de mauvais traitements infligés à des prisonniers dans les camps de Kukës et Cahan en Albanie⁴⁹, et condamné à 15 ans de réclusion par les juges d'Eulex⁵⁰. Trois enquêtes internationales, une première menée par les enquêteurs du TPIY en 2003, une deuxième par ceux de la MINUK en 2004 et une troisième par Eulex en 2009, apportent en effet les preuves des tortures commises entre mars et juin 1999 dans ces deux camps par les hommes de l'UCK⁵¹, parmi lesquels se trouvent des membres de la PU⁵². Ces camps, à l'origine mis en place par l'UCK comme des « sites logistiques, pour l'entraînement et le ravitaillement », sont en réalité utilisés par Sabit Geci et ses coaccusés comme lieux de détention de personnes soupçonnées de collaboration avec le régime serbe ou qui avaient « des opinions politiques qui différaient de celles de l'UCK »⁵³, parmi lesquelles se trouvent de nombreux sympathisants de la LDK ainsi que quelques soldats des FARK (*Forcat e Armatosura të Republikës së Kosovës/Forces armées de la République du Kosovo*)⁵⁴, un groupe armé issu de la LDK.

Une vingtaine d'anciens détenus témoignent au cours du procès de Sabit Geci, dont plusieurs évoquent la présence de membres de la PU parmi les tortionnaires⁵⁵. Ainsi, un témoin identifié par le nom de code « X » affirme :

« Ils ont amené « Z » dans cette pièce. Ceux qui l'emmenaient portaient des uniformes de la Police militaire de l'UCK. Je pensais qu'il s'agissait de policiers venus pour me condamner. Ils sont partis avec « Z » pendant une trentaine de minutes. Et puis, ils m'ont emmené dans une pièce. Dans un couloir, j'ai vu deux frères catholiques. À l'intérieur de la pièce, j'ai vu « Z » assis sur une chaise et couvert de sang. Malgré ma présence, ils ont continué de le frapper avec des bâtons, parce qu'il avait travaillé pour la police serbe. Ils lui mettaient du sel sur ses plaies et dans les yeux. »⁵⁶

Un autre témoin, « D », qui avait travaillé pour la police yougoslave de 1968 à 1997, dit avoir été arrêté avec son fils le 18 avril 1999 par des hommes vêtus d'un uniforme noir

⁴⁵ TRIAL, 12/04/2016

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ International Crimes Database (ICD), *Office of the War Crimes Prosecutor v. Anton Lekaj (aka "Pindo" aka "Balt")*, s. d. ; TRIAL, *Anton Lekaj*, 20/04/2016

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *The New Yorker*, 06/05/2013 ; *Le Courrier des Balkans*, 01/08/2011

⁵⁰ *Le Courrier des Balkans*, 01/08/2011

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Balkan Transitional Justice*, 09/04/2009

⁵³ *News.com.au*, 08/01/2011 ; *Koha Ditore* [article traduit et diffusé par le *Courrier des Balkans*], 07/02/2011

⁵⁴ *Koha Ditore* [article traduit et diffusé par le *Courrier des Balkans*], 07/02/2011 ; *Courrier des Balkans*, 01/08/2011

⁵⁵ *News.com.au*, 08/01/2011 ; *Koha Ditore* [article traduit et diffusé par le *Courrier des Balkans*], 07/02/2011

⁵⁶ *Koha Ditore* [article traduit et diffusé par le *Courrier des Balkans*], 07/02/2011

qui s'étaient présentés comme membres de la PU. Conduit dans un lieu de détention à Ramallak, il est torturé à l'électricité « *plus de dix fois* », avant d'être conduit au camp de Kukës où il subit à nouveau des tortures lors d'interrogatoires menés par Sabit Geci et ses hommes⁵⁷.

Seul le TPIY, dans son jugement d'acquittement prononcé à l'égard de Ramush Haradinaj et de ses coaccusés en novembre 2012, conclue que « *les éléments de preuve relatifs aux activités réelles de la police militaire de [l'UCK] sur le terrain ne viennent pas étayer les affirmations de l'Accusation selon lesquelles [l'UCK] aurait maltraité les collaborateurs ou ses opposants supposés par l'intermédiaire de la police militaire* »⁵⁸.

Il peut toutefois être utile de rappeler que le TPIY est régulièrement critiqué en raison de son impuissance à protéger les témoins de l'accusation, en particulier lors des procès de Ramush Haradinaj et de Fatmir Limaj, critiques qui touchent également Eulex⁵⁹. Ainsi, le *New York Times* souligne qu'un tiers des témoins appelés à déposer lors du procès de Ramush Haradinaj sont autorisés par le TPIY à cacher leur identité en raison des craintes de représailles qu'ils font valoir, une proportion inédite au TPIY, tandis que de nombreux autres affirment ne pas oser témoigner⁶⁰. Plusieurs sites d'information rapportent également le suicide fin 2011 d'Agim Zogaj, commandant de la PU de la brigade 121 de l'UCK dirigée par Fatmir Limaj et ancien chef de la prison de Kleçka/Klečka, en 1998 et 1999, où des civils serbes et des collaborateurs supposés sont assassinés⁶¹. Appelé à témoigner au procès de Fatmir Limaj initié par Eulex en 2011, il avait été blessé par balles lors d'une attaque sur sa maison en mars 2011⁶² et s'était plaint à son frère de vivre « *sous pression* »⁶³. Fatmir Limaj est acquitté le 2 mai 2012⁶⁴.

Par ailleurs, le nom de la PU apparaît parfois en lien avec les accusations de trafic d'organes portées à l'encontre de l'UCK dans le rapport rédigé en 2010 par le sénateur suisse Dick Marty, qui avait mené une enquête dans les camps de l'UCK du nord de l'Albanie à la demande du Conseil de l'Europe⁶⁵. Toutefois, les sources publiques soulignent les faiblesses de ces accusations : absence de preuves apportées par Dick Marty⁶⁶, aucune preuve trouvée lors d'une enquête d'Eulex menée sur les mêmes lieux en 2009⁶⁷, incohérence du témoin principal, mis en avant par la justice serbe mais dont le témoignage a été refusé par les juges du TPIY à l'issue de dix heures d'audition en raison de son manque de fiabilité⁶⁸.

2.2. Accusations de crimes commis après la guerre

Durant les mois qui suivent la fin du conflit, l'UCK est accusé d'utiliser la PU ainsi que les services de renseignements pour « *renforcer sa prise en main des institutions du*

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 29/11/2012

⁵⁹ *The New Yorker*, 06/05/2013 ; *Le Monde*, La permission de Noël d'Haradinaj illustre les revers du TPIY sur le Kosovo, 24/12/2007 ; *Le Courrier des Balkans*, Crimes de guerre et protection des témoins au Kosovo : « Eulex m'a tuer », 03/10/2011

⁶⁰ *The New York Times*, Death of War Crimes Witness Casts Cloud on Kosovo, 06/10/2011

⁶¹ *Le Courrier des Balkans*, 03/10/2011 ; *Balkan Transitional Justice*, Kosovo War Crimes Witness to be Buried Today, 01/10/2011 ; *The New York Times*, 06/10/2011

⁶² *The New York Times*, 06/10/2011

⁶³ *Le Courrier des Balkans*, 03/10/2011

⁶⁴ TRIAL, *Fatmir Limaj*, 11/01/2018

⁶⁵ *The New Yorker*, 06/05/2013 ; *Koha Ditore [article traduit et diffusé par le Courrier des Balkans]*, 07/02/2011

⁶⁶ *Le Monde*, Kosovo : les faiblesses du rapport sur les trafics d'organes, 17/12/2010

⁶⁷ *Koha Ditore [article traduit et diffusé par le Courrier des Balkans]*, 07/02/2011

⁶⁸ *The New Yorker*, 06/05/2013

Kosovo » par le « règne de la terreur »⁶⁹. Des militants de la LDK, des journalistes indépendants et des individus soupçonnés de collaboration sont menacés et convoqués pour « entretien informatif » par la PU⁷⁰.

En novembre 1999, cinq personnes, dont trois Roms et une Albanaise, sont retrouvées mortes dans les environs d'une base de l'UCK dans le nord de Pristina⁷¹. Selon ICG, « les victimes avaient été auparavant « arrêtées » (enlevées) [...] par des gens se disant membres soit du KPC soit de la PU. Les quatre victimes identifiées avaient été accusées localement d'être des « collaborateurs » avec les forces serbes »⁷². En décembre 1999, trois hommes de la PU et un du KPC sont arrêtés. Ils avouent avoir convoqué l'une des victimes à un interrogatoire, avant de se rétracter⁷³. Aucune information sur l'issue de l'affaire n'a pu être trouvée dans les sources publiques.

Les membres de la PU sont également accusés de crimes économiques commis dans l'immédiat après-guerre. Ils auraient ainsi extorqué des « contributions volontaires » auprès des commerçants et auraient été impliqués dans l'incendie de maisons serbes et dans l'expropriation d'appartements et de commerces⁷⁴. Ces crimes allégués n'ont cependant fait l'objet d'aucune enquête de la part de la police kosovare et des forces internationales présentes sur place⁷⁵.

⁶⁹ Bonn International Center for Conversion, *Brief 20. Wag the Dog : The Mobilization and Demobilization of the Kosovo Liberation Army*, Bonn, 2001

⁷⁰ Bonn International Center for Conversion, 2001 ; International Crisis Group, 03/03/2000

⁷¹ International Crisis Group, 03/03/2000 ; KING Iain & MASON Whit, 01/09/2006

⁷² International Crisis Group, 03/03/2000

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ International Crisis Group, 03/03/2000 ; KING Iain & MASON Whit, 01/09/2006 ; JANSSENS Jelle, 09/02/2015 ; MAYERHOFER Michael, 2013

⁷⁵ International Crisis Group, 03/03/2000

Bibliographie

[Sites web consultés en mai 2018]

Institutions internationales

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, *Le Procureur c/ Ramush Haradinaj, Idriz Balaj, Lahi Brahimaj. Jugement public avec annexe confidentielle*, 29/11/2012
<http://www.icty.org/x/cases/haradinaj/tjug/fr/121129.pdf>

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, *Le Procureur c/ Fatmir Limaj, Haradin Bala, Isak Musliu. Jugement*, 30/11/2005
<http://www.icty.org/x/cases/limaj/tjug/fr/lim-tj051130-f.pdf>

Nations Unies, *Report of the Secretary-General Prepared pursuant to Resolutions 1160 (1998), 1199 (1998) and 1203 (1998), UN Doc. S/1998/1221*, 24/12/1998, dans KRIEGER Heike, *The Kosovo Conflict and International Law. An Analytical Documentation 1974-1999*, Cambridge University Press, 2001
https://books.google.fr/books/about/The_Kosovo_Conflict_and_International_La.html?id=-OhPTJn8ZWoc&redir_esc=y

Institutions nationales

The Danish Immigration Service, *Report on roving attaché mission to Kosovo 11 to 15 December 2000*, s. d.
https://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/38E61A64-1734-44AE-806B-584C4887DA80/0/roving_attache_mission_to_Kosovo_2000.pdf

Ouvrages

JANSSENS Jelle, *State-building in Kosovo : A plural policing perspective*, Maklu Publishers, 09/02/2015
https://books.google.fr/books/about/State_building_in_Kosovo_A_plural_polic.html?id=YS15BgAAQBAJ&redir_esc=y

GRIGOROVA MINCHEVA Lyubov, *Crime-Terror Alliances and the State : Ethnonationalist and Islamist Challenges to Regional Security*, Routledge, 14/12/2013
https://books.google.fr/books?id=c9qW8LPiY38C&dq=Crime-Terror+Alliances+and+the+State:+Ethnonationalist+and+Islamist+Challenges+to+Regional+Security&hl=fr&source=gbs_navlinks_s

KING Iain & MASON Whit, *Peace at Any Price : How the World Failed Kosovo*, Cornell University Press, 01/09/2006
https://books.google.fr/books/about/Peace_at_Any_Price.html?id=9m3Hp2OevdUC&redir_esc=y

Mémoires universitaires

MAYERHOFER Michael, *From Combatants to Cops : The Integration of Kosovo Liberation Army Veterans into the Kosovo Police and its Impact on Police Performance*, MA, Sciences politiques, Université de Vienne (Autriche), Sarajevo, 2013, 94p.
http://othes.univie.ac.at/27481/1/2013-03-28_1168844.pdf

Centres de recherches, think tanks

Bonn International Center for Conversion, *Brief 20. Wag the Dog : The Mobilization and Demobilization of the Kosovo Liberation Army*, Bonn, 2001, 53 p.

https://www.bicc.de/uploads/tx_bicctools/brief20.pdf

International Crisis Group, *What happened to the KLA?*, 03/03/2000, 29 p.

<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/88-what-happened-to-the-kla.pdf>

ONG

TRIAL, *Fatmir Limaj*, 11/01/2018

<https://trialinternational.org/fr/latest-post/fatmir-limaj/>

TRIAL, *Anton Lekaj*, 20/04/2016

<https://trialinternational.org/latest-post/anton-lekaj/>

TRIAL, *Latif Gashi*, 12/04/2016

<https://trialinternational.org/latest-post/latif-gashi/>

Institute for War & Peace Reporting, *KLA Insider Tells Haradinaj Trial of Woman's Murder*, 16/11/2007

<https://iwpr.net/global-voices/kla-insider-tells-haradinaj-trial-womans-murder>

Médias

Prishtina Insight, *Kosovo court acquits Fatmir Limja of war crimes charges*, 09/03/2018

<http://prishtinainsight.com/kosovo-court-acquits-fatmir-limaj-war-crimes-charges/>

Balkan Transitional Justice, *Ex-KLA Officials Deny Knowing of 1998 Killings*, 17/01/2018

<http://www.balkaninsight.com/en/article/top-former-kla-officials-claim-they-had-no-knowledge-of-1998-killings-01-17-2018/1452/2>

Lajmi.net, *Rexhep Selimi dëshmon për komunikatën e UÇK-së në gjykimin për krime lufte ndaj Fatmir Limajt [Rexhep Selimi témoigne sur le communiqué de l'UCK lors du procès pour crimes de guerre de Fatmir Limaj]*, 15/01/2018

<http://lajmi.net/rexhep-selimi-deshmon-per-komunikaten-e-uck-se-ne-gjykimin-per-krime-lufte-ndaj-fatmir-limajt/>

Balkan Transitional Justice, *Kosovo MP Fatmir Limaj's War Crimes Trial Opens*, 13/01/2018

<http://www.balkaninsight.com/en/article/kla-former-commander-declares-not-guilty-01-13-2017>

Kallxo, *Drejtësia në Kosovë : Si u Vra Ramiz Hoxha nga Bellanica ? [Justice au Kosovo : Comment a été tué Ramiz Hoxha de Bellanica ?]*, 04/11/2016

<http://kallxo.com/drejtesia-ne-kosove-si-u-vra-ramiz-hoxha-nga-bellanica/>

Mediapart, *Kosovo, un trou noir dans l'Europe (2) : la conquête sanglante de l'UCK*, 07/07/2013

http://ekladata.com/HRjoBpV_P4zc-IQTEmYhR3DPtZk/article_223900.pdf

The New Yorker, *Bring Up the Bodies*, 06/05/2013

<https://www.newyorker.com/magazine/2013/05/06/bring-up-the-bodies>

The New York Times, *Death of War Crimes Witness Casts Cloud on Kosovo*, 06/10/2011

<https://www.nytimes.com/2011/10/07/world/europe/death-of-war-crimes-witness-casts-cloud-on-kosovo.html>

Le Courrier des Balkans, Crimes de guerre et protection des témoins au Kosovo : « Eulex m'a tuer », 03/10/2011

<https://www.courrierdesbalkans.fr/crimes-de-guerre-et-protection-des-temoins-au-kosovo-eulex-m-a-tuer>

Balkan Transitional Justice, Kosovo War Crimes Witness to be Buried Today, 01/10/2011

<http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-war-crimes-witness-to-be-buried-today/1458/6>

Le Courrier des Balkans, Kosovo : lourdes peines de prison pour les anciens chefs des camps de l'UÇK, 01/08/2011

<https://www.courrierdesbalkans.fr/kosovo-lourdes-peines-de-prison-pour-les-anciens-chefs-des-camps-de-l-uck>

Koha Ditore [article traduit et diffusé par le Courrier des Balkans], Kosovo : dans l'horreur des camps de l'UÇK, 07/02/2011

<https://www.courrierdesbalkans.fr/kosovo-dans-l-horreur-des-camps-de-l-uck>

News.com.au, EU charges former Kosovo rebels with war crimes, 08/01/2011

<http://www.news.com.au/world/breaking-news/eu-charges-former-kosovo-rebels-with-war-crimes/news-story/903f830f684ff44c863d69f27fb9edf1>

Le Monde, Kosovo : les faiblesses du rapport sur les trafics d'organes, 17/12/2010

http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/12/17/kosovo-les-faiblesses-du-rapport-sur-les-trafics-d-organes_1454470_3214.html

Balkan Transitional Justice, KLA Ran Torture Camps in Albania, 09/04/2009

<http://www.balkaninsight.com/en/article/kla-ran-torture-camps-in-albania>

Le Monde, La permission de Noël d'Haradinaj illustre les revers du TPIY sur le Kosovo, 24/12/2007

http://www.lemonde.fr/europe/article/2007/12/24/la-permission-de-noel-d-haradinaj-illustre-les-revers-du-tpiy-sur-le-kosovo_992896_3214.html

Washington Times, UN Backs Away From US : Made Deal With KLA, 20/08/1999

<https://www.globalpolicy.org/component/content/article/192-kosovo/38761.html>

The Christian Science Monitor, Kosovo's rebel army: Will it disarm?, 18/06/1999

<https://www.csmonitor.com/1999/0618/p1s3.html>

Bases de données juridiques

International Crimes Database (ICD), *Office of the War Crimes Prosecutor v. Anton Lekaj (aka "Pindo" aka "Balt")*, s. d.

<http://www.internationalcrimesdatabase.org/Case/1047>

Autres

Kosovo.net, *Albanian terrorism and organized crime in Kosovo and Metohija*. BIA (Security Information Agency), Belgrade, September 2003, s. d.

<http://www.kosovo.net/albterrorism.html>